La gouvernance des crises économiques en Côte d'Ivoire

Cas de la crise commerciale de 1927-1935

The Governance of Economic Crises in Côte d'Ivoire: Case Study of the Commercial Crisis of 1927-1935

Jean-Baptiste Seka

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/21888>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.21888

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2018

Pagination : 209-229

ISBN : 978-2-7132-2741-7

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Jean-Baptiste Seka, « La gouvernance des crises économiques en Côte d'Ivoire », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 229 | 2018, mis en ligne le 15 mars 2020, consulté le 21 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/21888> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.21888>

La gouvernance des crises économiques en Côte d'Ivoire

Cas de la crise commerciale de 1927-1935

À la faveur de la colonisation française consécutive au mouvement impérialiste de la fin du XIX^e siècle, l'économie de la colonie de Côte d'Ivoire s'intègre davantage à l'économie mondiale dans le cadre de l'économie de traite. Cet arrimage au capitalisme mondial laisse coexister dans la colonie une économie d'autosubsistance et une économie de marché. Dans le cadre du développement de ce dernier type d'économie, la Côte d'Ivoire apparaît dans les débuts des années 1920 comme l'une des colonies les plus dynamiques de l'Afrique occidentale française (AOF). Sa part dans le commerce extérieur de l'AOF passe de 11 % en 1925 à 18 % en 1929 (Braibant 1976 : 555).

Cette croissance des échanges extérieurs qui entraîne un développement rapide de l'implantation des compagnies de traite dans la colonie est mise à mal par la crise économique de la fin des années 1920. L'effondrement soudain des cours des produits tropicaux provoque un recul considérable de la valeur des exportations : en 1931, inférieure de 44,7% à celle de 1929 (*ibid.* : 556). Aussi, la crise économique en Côte d'Ivoire devient-elle, dans une certaine mesure, une crise commerciale (Kipré 1987 : 215 ; Loucou 2012 : 147).

Des études retracent bien les mécanismes, les effets, de cette dépression économique et les solutions préconisées (Kipré 1976 : 119-146). Sur ce dernier point, quelques aspects de la gouvernance de cette crise restent à élucider. Les relations entre les principaux pôles de décision en vue de l'adoption d'une politique économique ne sont pas suffisamment clarifiées. Or, dans l'élaboration d'une politique économique, les conflits entre objectifs, entre moyens, entre forces politiques, groupes d'intérêts voire corps administratif tiennent une place plus importante (Bénard 1962 : 701).

De ce point de vue, la compréhension des mesures économiques appliquées comme solutions à la crise commerciale en Côte d'Ivoire entre 1927 et 1935 nécessite l'examen des rapports entre les centres de décisions. Examinant la crise sous ce nouvel angle, cet article vise à présenter les motivations des organes de décisions et les rapports qu'ils ont entretenus, les mesures qu'ils ont prises en conséquence pour faire face à la crise. Il s'intéresse plus particulièrement à la gouvernance de la crise en examinant les relations entre l'État colonial (incarné par l'administration coloniale) et les compagnies européennes de traite dont le porte-voix est la Chambre de commerce. L'étude débute en 1927 avec l'application des premières mesures anti-inflationnistes pour s'achever en 1935 avec le début du relèvement commercial de la colonie.

Pour atteindre notre objectif, les différentes sources — archives, documents officiels et articles — ont été consultées et passées au crible de la critique historique. Sur la base d'une telle démarche, nous avons examiné les intérêts, les contraintes et les objectifs des acteurs pour comprendre leurs actions et les solutions prônées pour faire face à la crise. L'examen porte d'un côté sur l'administration locale liée aux impératifs économiques de la métropole, de l'autre, sur les maisons de commerce attachées au principe du profit qui gouverne toutes leurs activités. Dès lors, les intérêts de ces deux pôles de décision semblent divergents sur plusieurs questions. Aussi la recherche de solutions consensuelles à la crise devient-elle une équation difficile à démêler.

Dans un tel environnement économique, comment l'administration coloniale manœuvre-t-elle pour concilier les intérêts des maisons de commerce à sa politique économique ? Inversement, comment les compagnies commerciales influencent-elles l'administration aux fins de l'accompagner dans une politique de relance de leurs activités mercantiles ?

Trois axes majeurs guident notre réflexion. La première analyse porte sur l'intervention économique limitée de l'État colonial et les réactions des compagnies commerciales (1927-1931). La seconde présente l'échec des mesures classiques des maisons de commerce et les vaines sollicitations de l'État colonial (1927-1931). Le troisième axe examine les modalités de l'intervention désenveloppée de l'État¹ aux côtés des compagnies commerciales (1931-1935).

1. L'État colonial après s'être engagé avec retenue dans la résolution de la crise, au nom de l'équilibre budgétaire et des contingences métropolitaines, s'engage sans réserve avec l'implication personnelle du gouverneur général de la colonie, François Dieudonné Reste. C'est l'intervention désenveloppée de l'État colonial.

L'intervention économique limitée de l'État colonial et les protestations des compagnies commerciales (1927-1931)

L'attitude proche de l'attentisme qu'adopte l'administration coloniale face à la crise commerciale tire ses origines de la politique métropolitaine de finacement des colonies. Elle se traduit en Côte d'Ivoire par de vaines tentatives de contrôle des prix et une restriction des dégrèvements fiscaux. L'exposé des fondements d'une telle politique permet de mieux la comprendre.

Les fondements d'une intervention économique limitée de l'État colonial

L'intervention économique limitée de l'État colonial dans la crise commerciale entre 1927 et 1931 trouve ses fondements dans la politique métropolitaine de financement économique des colonies et dans la projection de la stratégie de sortie de crise de la France.

En effet, le financement public de l'expansion coloniale française, considéré sous tous ses aspects, économique, administratif et militaire, repose sur trois sources de crédits — le budget de l'État, les budgets locaux des territoires coloniaux et ceux des collectivités autonomes (port, chemin de fer, etc.) (Bobrie 1976 : 1225). Pour les autorités politiques françaises, les colonies ne doivent pas coûter cher à la métropole. Par conséquent, la première ligne de crédit (le financement sur le budget de l'État français) est réduite. L'une des premières mesures pour diminuer ce financement de l'État français est « la loi des Finances » du 13 avril 1900 dont les dispositions sont appliquées en Côte d'Ivoire en 1901².

Cette loi pose le principe de l'autonomie financière des colonies. Elle définit ainsi les nouveaux rapports entre la métropole avec ses territoires en matière de financement. L'article 33 de cette loi dispose que « toutes les dépenses civiles et de la gendarmerie sont supportées par les budgets des colonies ». La participation de la métropole se limite désormais aux frais des troupes d'occupation et à certaines dépenses militaires (Anouma 1975 : 121-139). La politique attentiste de l'État colonial dans la crise en Côte d'Ivoire s'explique donc par le respect de la lettre et de l'esprit de cette disposition réglementaire. Cette conception du financement limité est encore en vigueur en 1927. Mais, bien plus, la situation économique de la France participe à cette retenue de l'État colonial.

2. Voir « Arrêté établissant un impôt de capitation sur les indigènes à la Côte d'Ivoire », *Journal officiel de la Côte d'Ivoire (JOI)*, 13, 15 juillet 1901, pp. 1-2.

Pour la France, la dépression économique des années 1920 se traduit par une forte détérioration de la balance des paiements et le rétrécissement de la couverture des importations par les exportations, 1929 : 86 % ; 1932 : 66 % (*ibid.* : 556). De plus, le pays fait face dans la période à plusieurs crises des changes dont celles de mars 1919-1921, d'octobre 1923-1924 et celle de 1925-1926 (Bernstein & Milza 1999 : 359-364). Face à ce tableau économique peu reluisant, l'objectif principal des gouvernements successifs est de réduire au maximum les sorties de devises³. En vertu de cette politique de rigueur budgétaire, les investissements publics dans les colonies sont comprimés de façon drastique. La métropole préconise donc une intervention économique limitée. C'est cette même politique qui est recommandée aux administrateurs coloniaux.

En Côte d'Ivoire, comme dans toutes les colonies de l'AOF, la lutte contre la crise devient le prolongement logique de la politique économique menée en métropole par les différents gouvernements. Cette lutte passe par une gestion stricte et une restriction budgétaire, un repli sur l'empire par un renforcement des relations économiques entre la France et ses colonies et par une politique déflationniste. Dans ce contexte, les travaux publics (fleuron de l'investissement colonial) sont touchés. Ainsi, dans la colonie, les emprunts en métropole pour le financement des infrastructures routières, portuaires et du chemin de fer refluent. De 744 millions de francs en 1931, ils régressent à 570 millions en 1934 (Semi-Bi 1974 : 66), soit une baisse de 76,61 %. Dans la visée de cette politique économique, des réformes sont entreprises.

À la suite de la loi du 3 août 1927, la France adopte de nouvelles dispositions fiscale, monétaire et tarifaire⁴. Avec le repli protectionniste, diverses mesures d'assainissement économiques sont mises en œuvre. Dans cette optique, « l'empire colonial » doit être un débouché pour l'industrie française et se voit assigner la mission de fournir des matières premières, en particulier, végétales que la France achetait jusqu'alors à l'étranger. La politique restrictive de financement des colonies et la crise économique en France motivent donc l'administration coloniale à adopter des mesures classiques dont la politique anti-inflationniste de 1927.

3. À l'origine de la crise se situent le déséquilibre des finances publiques légué par la guerre, le refus de la réalité de la dépréciation du franc et l'existence de la dette flottante. En juillet 1926, Raymond Poincaré tente le redressement de la situation financière, il privilégie le retour à l'équilibre budgétaire.

4. Quelques-unes de ces mesures sont l'autorisation de procéder par décret pour majorer les droits de douane jusqu'au coefficient 6, la taxe de 18 % sur les valeurs étrangères non abandonnées est portée à 15 %, l'unification à 2 % de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Sur ces questions, voir P. SALIN (1991 : 34) et A. SAUVY (1984 : 60-61).

La politique anti-inflationniste de l'État colonial et la levée de boucliers des maisons européennes de commerce (1927)

L'une des plus importantes initiatives prise par l'État colonial pour faire face à la crise est sa tentative de contrôler les prix. Jusqu'alors, il assurait la sécurité des marchands et des approvisionnements, améliorait les réseaux de communication pour faciliter les échanges et garantissait le profit commercial. Mais, en 1927, face à la flambée des prix qui perdure depuis 1926, un décret du 15 février tente de remédier à la baisse du pouvoir d'achat (surtout de la population indigène) en établissant « des prix normaux » pour les produits de grande consommation.

Après avoir retardé la constitution de la commission chargée de faire des propositions, la Chambre de commerce boude ses travaux, puis restreint l'interprétation des termes du décret du 15 février. Ainsi, dans les conclusions de son rapport, « la commission des prix normaux » constituée à Bingerville le 25 juin 1927 déclare que « la détermination des prix normaux apparaît inefficace » et « d'une réalisation difficile » ; elle est contraire à la liberté commerciale que le décret ne remet pas en cause. Aussi, les commerçants européens s'opposent-ils de façon concertée au contrôle des prix proposé par l'Administration (Kipré 1985 : 35).

La commission recommande alors un nouveau système de taxations des marchandises, après enquête. Mais, d'ores et déjà, elle préconise la suppression des taxes sur le riz, le maïs ou le mil. Par ailleurs, elle ne juge pas opportun d'augmenter les droits sur le pain ou la viande. Pour les commerçants européens, l'État colonial doit permettre ce que les milieux d'affaires considèrent comme « une juste rémunération » de leurs intéressements. En fait, il s'agit de surprofits puisque les capitaux investis dans la colonie, notamment par les grandes compagnies commerciales, sont bien souvent très modestes. Le projet de l'Administration est abandonné avant la fin de 1927 et les compagnies commerciales s'opposent à toute nouvelle tentative de fixation de prix officiels.

Cette réaction qui émane surtout des maisons françaises de commerce est une vieille tradition héritée de l'Ancien Régime. Les négociants français sont de farouches partisans d'une liberté de commerce proche de celle qui est défendue par Adam Smith. Ils ont toujours revendiqué une liberté totale de concevoir et de réaliser des opérations que leur dicte leur expérience personnelle. À la limite, on peut dire que ceux-ci réclament « la liberté de s'enrichir comme de se ruiner » (Tarrade 1996 : 175, 179).

Ainsi, sont autorisées implicitement les ententes, les fraudes. Car chaque commerçant fixe ses prix librement en fonction de ses propres critères. Le principe admis est celui de la liberté des prix la plus complète, surtout sur les

prix des produits d'exportation (Kipré 1985 : 35). En refusant cette politique de contrôle des prix, les maisons de commerce ne veulent pas se passer de l'État colonial pour juguler la crise commerciale. Elles sollicitent, depuis le début de cette récession économique, des dégrèvements fiscaux.

La restriction des dégrèvements fiscaux

Des dégrèvements fiscaux étaient souvent accordés aux acteurs des secteurs vulnérables de l'économie à la faveur des crises économiques précédentes⁵. L'objectif visé était de les soutenir pour la relance de leurs activités mercantiles. L'administration coloniale était, de ce point de vue, un partenaire de poids dans la stratégie de lutte contre les crises économiques.

Fort de cela, dès le début de 1930, les doléances des milieux d'affaires de l'Afrique occidentale affluent sur le bureau du gouverneur général de l'Afrique occidentale française (AOF). Elles portent soit sur la diminution des charges pesant sur l'activité commerciale (droits de douane, tarifs des *wharfs*⁶ et des chemins de fer, taxe de circulation), soit sur des mesures freinant la chute de la demande (diminution d'impôts directs pesant sur la population africaine afin de limiter la baisse de leur pouvoir d'achat en produits importés).

Pour tenter de donner du poids à leurs revendications, les milieux commerciaux avancent l'idée selon laquelle les dégrèvements fiscaux doivent favoriser le relèvement des prix payés aux producteurs africains. La réponse à ces suggestions de Jules Carde, gouverneur général de l'AOF, est négative. Selon Carde, il n'est pas question de s'engager sur « une pente glissante des dégrèvements fiscaux »⁷ qui risquent de compromettre l'exécution des grands travaux auxquels les ressources de l'AOF doivent entièrement être consacrées. Pour ce gouverneur, la crise est d'une certaine manière utile car elle permet

5. Par exemple, lors de la crise économique de 1908, le gouverneur Louis Gabriel Angoulvant supprime les patentes de colportage des récolteurs de caoutchouc. Ceci entraîne un manque à gagner de 35 000 F pour l'État colonial, voir Circulaire n° 195 bis à messieurs les commandants des cercles d'Assinie, de l'Indenié et de Bondoukou, Bingerville, le 14 mai 1909, *JOCI*, 19, 15 mai 1909, p. 214.

6. Un *wharf* est un appontement perpendiculaire à la rive auquel les navires accostent d'un côté ou de l'autre. En Côte d'Ivoire, la côte est précédée d'une barre qui fut, de tout temps, une entrave à la navigation littorale et aux débarquements des navires. Pour la franchir, un *wharf* est construit à Grand-Bassam, puis à port Bouet à Abidjan. Pour tous les navires qui y accostent, des droits sont perçus par la compagnie du *wharf* et plus tard, par le gouvernement colonial.

7. Lettre du gouverneur général de l'AOF au président de l'Union coloniale française, 15 septembre 1930, Archives nationales, section outre-mer, affaire politique, 2535, dossier 1 (cité par P. BRAIBANT 1976 : 558).

d'éliminer les « canards boiteux » du commerce de traite, mettant ainsi fin à la crise de surinvestissement commerciale aggravée par l'arrivée de la « Grande dépression ». Pour lui, les dégrèvements fiscaux contribuent au contraire « à les faire durer » (Braibant 1976 : 559).

Le nouveau gouverneur de la colonie de Côte d'Ivoire, Joseph Jules Brévié⁸, dans la ligne des recommandations du gouverneur général de l'AOF, Jules Carde, est très critique à l'endroit des maisons européennes de commerce. Il leur reproche se faire passer pour « le champion du producteur indigène ». Mais l'administration coloniale intervient. Elle adopte, dès mars 1930, et applique en juin quelques mesures d'allègement de taxes pesant sur l'activité commerciale : réduction allant jusqu'à 50 % des tarifs du *wharf* et surtout, diminution de 150 F/t de la taxe de circulation sur le cacao⁹. Le gouverneur Brévié, justifie ainsi sa première décision, pour lui : « Il paraît possible, devant l'importance et la persistance de la baisse des cours de nos principaux produits d'exportation, d'alléger le plus possible les charges supportées par le commerce lors de l'embarquement des marchandises par le *wharf* »¹⁰. Cet effort de l'administration est en deçà des espérances des maisons de commerce qui ont déjà engagé de leur côté des mesures classiques

L'échec des mesures classiques des compagnies européennes de commerce et l'appel à l'État colonial (1927-1931)

L'échec des mesures classiques des compagnies européennes de traite

Toutes les firmes commerciales, à l'image de la Compagnie Régis, sont affectées par la crise commerciale de deux façons. D'une part, par la baisse des prix des matières premières qui grève leurs bénéfices à l'exportation. D'autre part, par la baisse des achats de marchandises par les paysans africains dont les ressources sont réduites par l'abaissement du prix de leurs produits (Robin 1976 : 550). Elles réagissent par l'application de mesures, dites classiques.

À partir de 1929-1930, les compagnies commerciales mettent en place une politique d'autofinancement. Pour résister et éviter la faillite, les dirigeants

8. Joseph Jules Brévié est gouverneur de la colonie de Côte d'Ivoire du 29 novembre 1929 au 30 octobre 1930. Sa fermeté face aux commerçants européens est une des causes de son limogeage de la tête de la colonie.

9. La taxe de circulation du cacao représentait 8,1 % des recettes ordinaires du budget local de la Côte d'Ivoire.

10. Lettre du gouverneur général de l'AOF au ministre des colonies, 16 janvier 1931, Archives nationales, section outre-mer, affaire politique, 2535, dossier 1 (cité par P. BRAIBANT : 559).

des firmes commerciales abandonnent des comptoirs non rentables, remplacent du personnel européen par du personnel africain¹¹. Ainsi, la Société commerciale de l'Ouest africain (SCOA) passe de 22 factoreries en 1930 à 16 en 1933, pour la Compagnie française de l'Afrique occidentale (CFAO), de 17 à 12 et, pour la Compagnie française de Côte d'Ivoire (CFCI), de 9 à 5 pour la même période (Kipré 1976 : 133). La crise s'accroissant, la maison de commerce Régis arrête la distribution de dividendes aux actionnaires et entreprend de liquider une partie de ses participations. En même temps, pour éviter toute perte, la maison tente de garder un volume de marchandises égal à la demande reçue (Robin 1976 : 551). L'exemple de la Maison Régis révèle bien la stratégie de la plupart des maisons européennes de commerce, basée sur des mesures classiques. À côté de cet effort de redressement, les maisons européennes de commerce répercutent intégralement la baisse des prix sur les producteurs (Loucou 2012 : 47). Pour survivre, plusieurs doivent diversifier leurs activités en réduisant leurs charges fixes ou se réorienter. Nombreux sont les commerçants européens qui, abandonnant la boutique, achètent et vendent tous les produits locaux (peaux, cola, produits de chasse, etc.).

Cependant, ces mesures classiques se révèlent insuffisantes pour juguler la crise commerciale. Elles permettent seulement aux grandes compagnies comme la Société commerciale de l'Ouest africain (SCOA), la (CFAO), la (CFCI) de résister. Mais, pour la plupart des petites et moyennes maisons de traite, elles se révèlent inefficaces. La faillite des compagnies commerciales et la baisse continue du commerce général (voir Fig. 1) traduisent bien cet échec des mesures classiques.

Si le commerce général connaît un léger relèvement en 1928 par rapport à l'année précédente, la chute est brutale entre 1930 et 1931. Les exportations et les importations en termes de valeurs rapportent respectivement 253 217 millions de francs et 251 480 millions de francs en 1930. Elles passent respectivement à 133 516 millions et 132,5 millions l'année suivante. La chute est de l'ordre de 52,72 % pour les exportations et 52,68 % pour les importations. Cette importante régression du commerce général de la colonie¹² témoigne bien de l'échec des mesures classiques. Jusqu'alors en effet, de nombreuses maisons de commerce secondaires avaient compensé

11. Ce sont des stratégies expérimentées lors des crises économiques précédentes comme celles de 1908 et 1912. Ces stratégies sont qualifiées de mesures classiques par opposition aux nouvelles mesures envisagées. Sur la question des mesures classiques, voir J.-B. SEKA (2016 : 187-203).

12. Voir à cet effet les différents tableaux officiels dressés par l'administration, « États comparatifs du mouvement commercial, 1931 », *JOCI*, 5, 15 mars 1932, p. 199.

FIG. 1. — COURBE RÉALISÉE À PARTIR DES DONNÉES EXTRAITES DU TABLEAU DU COMMERCE GÉNÉRAL DE LA COLONIE DE CÔTE D'IVOIRE

Source : J. N. Loucou (2012 : 142-143).

le faible volume de leurs affaires par la cherté des produits qu'elles offraient sur les marchés européens. Face au péril économique, celles-ci réclamant des mesures de protection, l'appel à l'État pour un appui financier devenant plus pressant.

Les vaines sollicitations de la caisse de réserve de la colonie

Les dégrèvements fiscaux accordés par l'État colonial sont jugés insuffisants par les maisons de traite. En effet, les taxes de circulation sur le cacao, par exemple, sont passées de 400 francs à 250 francs. Pour faire face à la détérioration économique, les maisons de commerce réclament une intervention de l'administration coloniale. Leur porte-parole, Jean Lasserre, président de la Chambre de commerce, invite officiellement l'administration coloniale à la collaboration le 15 juin 1930.

Dans ce contexte de crise, Lasserre, tout en reconnaissant l'effort de l'administration, souhaite que l'on utilise « la caisse de réserve » de la colonie qui fait des excédents alors que les fonds de réserve de l'industrie et de commerce sont à peine suffisants pour certaines firmes. En effet, la caisse de réserve avait un fonds, respectivement en 1924 et juin 1930, de 8 et 80 millions environ.

« La caisse de réserve ou fonds de réserve » existe dans chaque colonie de l'AOF. Son but est de subvenir aux besoins courants, à l'insuffisance des recettes annuelles et aux dépenses extraordinaires nécessitées par les événements imprévus (tremblements de terre, épidémies, etc.). Le fonds est alimenté par l'excédent des recettes sur les dépenses. La caisse de réserve est à la fois « le banquier », le régulateur du budget, le recours et le témoin de la situation financière de la colonie. En plus, « la caisse de réserve » remplit le rôle de régulateur du budget, dans deux conditions opposées. Si des insuffisances de recettes apparaissent à un moment donné, un prélèvement sur la caisse de réserve permet d'y faire face. Ainsi, en 1927 et en 1931, l'administration prélève 8 068 francs et 8 972 francs sur la caisse de réserve de la colonie pour les verser au budget ordinaire. Si, au contraire, à la clôture de l'exercice, il apparaît un excédent de recettes, celui-ci alimente ladite caisse (Semi-Bi 1975 : 72).

La Chambre de commerce sollicite donc la caisse de réserve pour relever le commerce et l'industrie en pleine faillite. L'État colonial compte l'utiliser à d'autres fins. Il s'agit prioritairement d'entreprendre les travaux sur le canal de jonction de la lagune d'Assinie. En effet, n'ayant pu obtenir du gouverneur général de l'AOF un emprunt de fonds pour ces travaux, il décide d'avoir recours à la caisse de réserve. En plus de ces travaux, le gouverneur veut utiliser une partie des fonds de cette caisse pour l'adduction d'eau, l'éclairage électrique, le transfert du gouvernement et du Trésor. Un peu plus tard, il envisage la construction du tribunal, des logements des magistrats, la prison et de nombreux logements des fonctionnaires du chef-lieu (Bekoin 2006 : 173-174).

Dans l'ensemble, le gouverneur ne prend pas d'initiatives audacieuses car les projets avancés sont loin d'être de première urgence par rapport à l'état du commerce et de l'industrie. Un tel programme d'action ne peut contenter la Chambre de commerce qui voit d'un autre regard l'usage de cette caisse de réserve en ces circonstances difficiles. Elle pense que les autorités administratives doivent utiliser les fonds de ladite caisse pour aider les compagnies commerciales en difficulté en leur accordant des subventions. Différentes pressions vont amener l'État colonial à réviser sa position.

L'intervention désenveloppée de l'État dans la régulation de la crise commerciale

La collaboration de l'administration coloniale fait suite à l'échec des tentatives de mise en demeure des maisons de commerce et la crainte d'une fronde sociale. Elle se traduit par la mise en œuvre du programme du gouverneur Reste, qui ne remet pas en cause la politique de surprofit des maisons de commerce.

Les mobiles du revirement de l'État colonial

Les facteurs déterminants à l'origine du changement d'attitude de l'État colonial sont des raisons internes : l'inflexibilité des maisons européennes de commerce et la nécessité de canaliser la fronde sociale ; des motivations externes : les nouveaux regards économiques portés vers les colonies.

L'inflexibilité des maisons européennes de commerce

La crise commerciale met en lumière les difficultés d'évacuation des produits agricoles et perturbe la stratégie des maisons de commerce en quête de gros profits. C'est la raison pour laquelle leur porte-parole, la Chambre de commerce, se fait l'écho de ce souci par l'intermédiaire de son nouveau président, Laurent-Jean Lasserre. Celui-ci est élu président de l'institution au cours de la séance du 8 juin 1930 en remplacement de Louis Barth qui prend sa retraite.

Le discours inaugural de son mandat laisse entrevoir clairement à l'administration la position des commerçants européens qui ne comptent pas capituler face à ce qu'ils considèrent comme la nonchalance de l'État colonial. Leur inflexibilité incarne la position du président Lasserre qui déclare :

L'heure a sonné de rompre avec des méthodes périmées qui consistent à faire seulement ce qui avait été prévu plusieurs mois à l'avance et surtout à subordonner tous les actes au souci de ne pas rompre l'équilibre du budget. Il faut mettre de l'argent dans le pays coûte que coûte et agir très vite, car les planteurs européens sont à bout de souffle, les industriels doivent réduire le rendement de leur usine tout en conservant leur personnel technique, les commerçants voient leurs chiffres d'affaire baisser de jour en jour et leurs fonds de roulement disparaître. C'est le glissement rapide vers une situation catastrophique¹³.

Ce discours trouve un écho favorable auprès de l'administration locale. Mais celle-ci est soumise de la fédération de l'AOF (qui reçoit également des directives de la métropole). Elle ne peut agir. Le gouverneur Reste ne peut que faire des promesses. Le maintien de la ligne d'inflexibilité des maisons de commerce entraîne des remous sociaux que l'administration doit canaliser.

13. *Bulletin de la Chambre de Commerce de Côte d'Ivoire*, Procès-verbal de la séance du 28 avril 1931, p. 16 (cité dans T. R. BEKOIN : 172-173).

*La nécessité de canaliser des révoltes économiques
des populations africaines*

Deux années de contestations qui militent en faveur d'un changement de la ligne de l'État colonial. En effet, les maisons européennes de commerce, de façon concertée, répercutent la baisse des prix sur les producteurs africains. Cette baisse est continue et touche tous les produits, comme le présente le tableau ci-dessous :

TABLEAU 1. ÉVOLUTION DE LA CHUTE DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES
EN CÔTE D'IVOIRE (1930-1933)

DATE	PALMISTE	CACAO	CAOUTCHOUC	KOLA	CAFÉ	COTON ÉGRENÉ
17.04.1930	1,25	3,40	3	7,25	3,50	8
17.05.1930	1,30	3,60	4	7,50	4,50	8
17.08.1930	0,95	2,40	2,50	7,50	4,50	5
17.10.1930	0,85	2,75	2	3,50	4,50	6
17.12.1930	0,78	2,15		3,50	2,50	
12.02.1931	0,78	1,86		2,75	3	
16.04.1931	0,78	1,86		3,5	2	4,75
13.01.1932	0,45	1,82				0,75
11.02.1932	0,45	0,94		1,75		0,85
30.03.1932	0,45	1,19		1,50		0,90
27.06.1933	0,19	1,105		1,37	5,25	0,97

Source : P. Kipré (1976 : 125).

Cette baisse est sensible en 1931-1932. Cette dernière année, le café et le coton égrené atteignent leur plus bas prix, respectivement 2 et 4 francs le kilogramme. Les paysans s'organisent pour boycotter les commerçants européens. À l'origine, le mouvement avait débuté deux années auparavant. Les premières manifestations de la « grogne des paysans » datent de 1929. Ceux-ci préfèrent repartir en grand nombre avec leurs produits plutôt que de les vendre dans les grands centres de commercialisation à Abengourou, Agboville et Aboisso à un prix inférieur de moitié à celui de 1928. Or, au lieu de se contenter d'un bénéfice raisonnable, l'entente des compagnies commerciales pour répercuter la baisse des prix sur les paysans africains est maintenue. Face à la baisse continue des prix ceux-ci vont réagir vigoureusement à partir de 1930 (voir Tableau 1).

Le refus de vendre les produits agricoles devient un refus concerté et organisé par des planteurs ou des chefs. L'administration locale, inquiète de la mauvaise rentrée de l'impôt de capitation, appuie les plaintes des paysans en relevant les dangers d'une entente rigoureuse des maisons de commerce pour maintenir des prix trop bas. Les avertissements du gouverneur de la colonie à la Chambre de commerce en 1930 sont dictés par les craintes que suscite un éventuel soulèvement de la population comme celui dans le territoire voisin de Gold Coast¹⁴.

En août 1930, une délégation de planteurs conduite par Nanan Boua Kouassi II, manifeste son mécontentement à l'administrateur de l'Indénié, François Bell. Un an plus tard, il lance l'appel du 9 novembre 1931. Cet appel vise à faire de la rétention de la commercialisation du cacao jusqu'à l'obtention de cours plus rémunérateurs (Ekanza 1983 t. 2 : 728). Dans la région d'Agboville, Obodji Soboua rassemble les producteurs pour s'en prendre à l'entente des maisons européennes de traite. Des délégations sont constituées pour rencontrer l'administrateur du cercle qu'Obodji Soboua ne craint pas de mettre directement en cause ; des pétitions sont adressées au gouverneur de la colonie et à celui de l'AOF.

La localité de Grand-Lahou est également touchée par cette vague de protestations contre la politique d'entente des maisons européennes de commerce pour acheter à bas prix les produits africains. En octobre 1931, à l'initiative de Lambert Acka, propriétaire d'une plantation de cacao de 50 hectares, tous les producteurs africains constituent la base d'une entente. Celle-ci vise à interdire toute vente de produits indigènes aux maisons de commerce de la ville. Ces dernières notamment la SCOA, la CFAO, la CFCI, CICA, de Teisseyre, Comptoirs sénégalais, Africaine française, Peyrissac protestent et demandent des sanctions. Le gouverneur par intérim de la colonie, Raoul Joseph Bourguine¹⁵, les désavoue.

La crainte d'un soulèvement général des producteurs indigènes amène l'administration coloniale à exiger des maisons de commerce une augmentation des prix des produits primaires. En octobre 1931, Le gouverneur Bourguine tente d'obtenir de celles-ci un relèvement des prix pratiqués dans la colonie pour qu'ils se rapprochent de ceux de la Gold Coast. Pour le cacao, par exemple, le kilogramme coûte 2,40 francs à Acra contre 1,90 francs à Grand-Bassam. Les maisons de commerce répondent par un refus catégorique et des

14. Dans cette colonie anglaise, la Cocoa Federation s'attaque au *pool* des maisons de commerce. Le bilan de l'affrontement entre manifestants et forces de l'ordre est lourd : 40 morts officiellement (KIPRÉ 1987 : 209).

15. Gouverneur de la colonie de Côte d'Ivoire par intérim (du 3 mars 1931 au 28 décembre 1932), Raoul Joseph Bourguine n'est pas à confondre avec Maurice Léon Bourguine qui fut gouverneur par intérim de la colonie du 20 mai 1927 à mars 1928.

instructions sont données aux responsables des factoreries de l'intérieur de se conformer aux prix prescrits par les agences générales d'Abidjan. De façon concertée, toutes les compagnies commerciales opposent une fin de non-recevoir à la demande du gouverneur, tout comme en 1927. L'administration revoit alors sa position pour trouver un accord afin de collaborer avec elles, suite aux nouvelles conditions économiques et politiques.

La nouvelle conception économique des colonies (1931-1933)

En métropole, on se rend en quelque sorte davantage compte — au moment de la crise — que l'immense « Empire colonial » de la France peut déterminer son avenir économique. Fort de cela, les politiques font resurgir sa mise en valeur déjà suggérée par plusieurs hommes politiques et administrateurs coloniaux comme Albert Sarraut. Le ministre des Colonies André Maginot, dans le cadre des mesures de lutte contre la crise, ressuscite le plan Sarraut sous une forme nouvelle et fait adopter les lois du 22 février et du 10 juillet 1931, ouvrant ainsi un programme de grands travaux pour chaque territoire et autorisant pour leur exécution des emprunts garantis par l'État. L'AOF reçoit alors 1 670 millions de francs en 1931 et 60 millions de francs en 1932 (Suret-Canale 1964 : 364).

Au niveau de la colonie, la France, pour qui la Côte d'Ivoire est d'un grand intérêt économique, s'inquiète. François Dieudonné Reste est nommé à la tête de la colonie du fait de son expérience en Afrique équatoriale française. C'est donc un homme avisé en matière de stratégie de développement qui arrive en Côte d'Ivoire. Dès sa prise de fonction, il élabore un plan de relance économique en 1931 (Gbodjé 2007 : 77). Il s'agit de la révision de la politique économique avec un rôle plus accru de l'État.

La crise que traverse le monde entier et qui a affecté durement le marché des matières premières nous a ouvert les yeux [...] l'intensification de la production, la mise en valeur de la colonie doivent retenir particulièrement notre attention¹⁶.

L'idée qui sous-tend une telle volonté est que la fourniture de matières premières à la France par ses colonies est en deçà de ses besoins. À titre d'exemple, la France consomme environ 40 000 tonnes de cacao alors que ses colonies lui fournissent 33 000 tonnes en 1929. Il faut donc en produire assez pour non seulement alimenter l'industrie française, mais pour satisfaire

16. Programme d'action économique et sociale, *JOCI*, 9, 15 mai 1931, p. 287.

également une demande mondiale de certaines matières premières qui ne cesse de croître¹⁷.

Par ailleurs, Albert Sarraut devenu ministre des colonies (3 juin 1932-6 septembre 1933), donne de nombreuses directives économiques qui permettent aux administrateurs coloniaux de s'impliquer davantage dans l'organisation économique des colonies¹⁸. Il s'agit de poser les principes de l'organisation de la « défense nationale », d'évaluer les ressources et de préparer un plan d'importation et d'exportation¹⁹. Il faut attendre ce nouveau contexte économique et politique en France pour que le gouverneur Reste parvienne à accomplir les vœux des maisons européennes de commerce.

« La paix des braves » et la mise en œuvre du programme Reste (1932-1935)

La collaboration administration/maisons de commerce

En Côte d'Ivoire, le programme d'action du gouverneur Reste qui embrasse les objectifs de la de la Chambre de commerce se met en place dans ce contexte nouveau. Sa politique ainsi que l'action du délégué de la colonie, Alcide Delmont, sont fortement appuyées par l'Union coloniale. C'est désormais la paix des braves entre l'administration, d'une part, et les maisons de commerce et leurs groupes de pression, tel que l'Union coloniale, de l'autre. Le « programme Reste » envisage une production plus considérable et plus rationnelle. En outre, il préconise l'amélioration des cultures et des méthodes culturales, l'extension et la mise en état du réseau routier, l'extension du bassin économique de chacun des ports et une exportation plus considérable des produits.

À ces éléments, il faut ajouter la consolidation des communications entre les divers centres de la colonie et des colonies voisines, l'extension du réseau ferroviaire, la création d'un service de l'hydraulique agricole, le développement des services de l'assistance médicale indigène, le développement de

17. *Ibid.* : 289.

18. Le ministre des Colonies à messieurs les gouverneurs généraux des colonies et commissaires de la République du Togo et du Cameroun, circulaire n° 68 D/N, A.S des Répertoires des besoins en temps de guerre, Paris, le 7 février 1933, Archives nationales de Côte d'Ivoire (ANCI), 1 BB 679.

19. Ministère des colonies, service de la préparation de la Défense nationale, Instructions coloniales sur le commerce extérieur en temps de guerre, Paris, le 29 juin 1933, ANCI, 1 BB 676.

l'enseignement primaire et surtout de l'enseignement professionnel²⁰. À cet effet, il répond à certaines exigences des compagnies de traite. En contrepartie, l'État colonial attend « un retour sur investissements ». En effet, il est convaincu que ses investissements lui permettront d'accroître ses ressources à travers la fiscalité et les diverses taxes parafiscales prélevées sur les activités commerciales et les indigènes désormais nantis économiquement. C'est au nom de « ce partenariat gagnant-gagnant » que l'administration coloniale et les maisons de commerce collaborent en vue du succès de ce qu'il est convenu d'appeler le « programme Reste ».

*Le « programme Reste » ou la lutte concertée
contre la crise économique*

Le gouverneur Reste apporte son appui au commerce car, dans sa philosophie, l'administration doit pousser les commerçants, les colons et les indigènes à s'enrichir. Il relève la baisse des cours des matières premières, mais surtout les insuffisances de la mise en valeur de la colonie. Il propose un programme d'ensemble en quatre points (Kipré 1976 : 41) :

- l'augmentation de la production agricole par l'extension des surfaces cultivées ainsi que l'introduction de nouveaux produits d'exportation tels que la banane et la constitution d'excédents vivriers ;
- l'élévation de la quantité de produits agricoles d'exportation par la promotion de variétés nouvelles ou mieux adaptées (café robusta et l'Indénéié) ;
- une politique systématique de désenclavement des régions comprenant l'ouverture ou l'amélioration des routes d'évacuation vers le port d'Abidjan et secondairement de Sassandra, grâce au développement de la voie ferrée et surtout en tenant compte des capacités économiques de chaque région d'où l'ouverture des fronts pionniers dans l'ouest forestier ;
- enfin, l'orientation et l'organisation de la main-d'œuvre indigène en fonction des exigences de cette politique agricole. La main d'œuvre, en effet, est convoyée vers les grandes plantations de la région.

L'effort principal porte donc, aux yeux du gouverneur, sur la réanimation des secteurs principaux de l'économie coloniale : culture d'exportation, commercialisation des produits importés et évacuation des produits.

Le gouvernement compte financer une telle entreprise par des réaménagements des postes budgétaires, des coupes budgétaires et l'utilisation de la caisse de réserve de la colonie. Il s'agit notamment de la somme de

20. *Bulletin de la Chambre de Commerce de Côte d'Ivoire*, Procès-verbal de la séance du 12 avril 1931, p. 18 (cité dans BÉKOIN 2006 : 179).

150 000 francs qui était prévue pour le paiement de charpentes métalliques à l'ancienne Haute-Volta. Il entrevoit de réduire cette dépense à 200 000 francs et régler le reste en une annuité. En outre, dans le cadre de ces travaux, le gouverneur envisage un prélèvement de 1 500 000 francs de la caisse de réserve de la colonie²¹.

Bilan et retombées économiques d'une collaboration

La politique du gouverneur Reste ainsi que l'action du délégué de la colonie, Alcide Delmont, fortement appuyée par l'Union coloniale a donné de 1932 à 1934 un bilan élogieux. Certains objectifs essentiels sont réalisés. Il s'agit de la réduction du taux d'intérêt des traites de douane, l'augmentation du matériel roulant du chemin de fer Abidjan-Niger, le contingentement du cacao et la suppression des droits de sortie sur les oléagineux. À cela, il faut ajouter la réduction des taxes de circulation sur le cacao, le palmiste, le caoutchouc, la glue et la réduction des tarifs du *wharf* sur les oléagineux²². De même, les redevances passent à 1 500 francs pour les chantiers de 2 500 hectares²³. Des tarifs spéciaux sont perçus sur le chemin de fer pour réduire le coût des transports des commerçants. Ainsi, par tonne et par kilomètre, est perçue une somme de 58 francs de 0 à 100 km, de 50 francs de 101 à 200 km et au-delà de 200 km, 46 francs²⁴.

En définitive, le « programme Reste » profite dans les centres urbains aux entreprises européennes. Ce sont elles qui bénéficient des primes à l'exportation, des contingentements des produits à exporter ou à importer, des dégrèvements fiscaux, atteignant parfois 33 % pour certains produits (Kipré 1976 : 142). Les véritables bénéficiaires sont loin d'être les paysans africains (Ekanza 2005 : 133). Seule une minorité de propriétaires africains, de surcroît « citoyens français », profite de certains privilèges pour créer de grandes exploitations agricoles²⁵. Ils ont, en effet, droit à la main d'œuvre prestataire et bon marché de la même manière que les colons blancs et bénéficient de l'assistance des services de l'agriculture. Ces privilèges facilitent leur accès à la grande propriété. Parmi

21. Bulletin de la Chambre de commerce de Côte d'Ivoire, procès-verbal, séance 22 janvier 1933 p. 2 (cité par T. R. BÉKOIN 2006 : 180).

22. *JOCI*, 3 juin 1934, p. 22.

23. Arrêté n° 887 modifiant le montant de la redevance pour chantier forestier de 2 500 hectares, *JOCI*, 1, 15 janvier 1932, p. 9.

24. Arrêté modifiant l'arrêté n° 2851 du 7 décembre 1931 portant mise en vigueur des tarifs spéciaux provisoires sur le chemin de fer de Côte d'Ivoire, *JOCI*, 1, 15 janvier 1932, p. 8.

25. En réalité la grande masse de paysans est exclue de ce projet parce qu'il faut disposer d'une plantation d'environ 25 hectares pour être pris en compte.

ces planteurs privilégiés, on peut citer Bahia Koffi et les frères Bonny qui, de commerçants ruinés, se reconvertissent à l'agriculture (Zunon 1979 : 416, 430). Le « programme Reste » participe par ailleurs à l'ascension de grands planteurs non-citoyens français tels que l'ashanti Si Niamkey Ki qui obtient une concession de 35 hectares à 6 kilomètres de Daloa et Yao Appela qui, dans les années 1930, a plus de 60 hectares de cacaoyers (Ibo 1995 : 550).

Mis en œuvre par son initiateur entre 1933 et 1935, le programme d'ensemble est poursuivi jusqu'à la veille de la guerre, d'autant plus facilement que, dès 1934, on note une reprise des tonnages aux exportations. À partir du second trimestre 1936, les cours des principaux produits d'exportation commencent à remonter. Mais, le programme du gouverneur Reste, ne résout pas fondamentalement la crise. Il renforce l'économie de traite en élargissant la base et les moyens techniques et humains alors à sa disposition. Ce programme est, en effet, fondé sur la mise en valeur des régions immédiatement rentables. Il prépare, et même accélère, la « marginalisation » des centres urbains situés dans les régions pauvres ou trop éloignées du grand port d'évacuation que devient Abidjan. Le 28 avril 1935, un hommage est rendu à Reste à la maison du combattant avant son départ définitif de la colonie.

La crise commerciale de 1927-1935 en Côte d'Ivoire est révélatrice des contradictions entre des intérêts du capitalisme métropolitain et ceux des maisons européennes de commerce. Les solutions envisagées pour résorber cette crise mettent au grand jour le malaise. En effet, la rigueur budgétaire prônée par la métropole est la cause de l'intervention économique limitée de L'État colonial qui rejette la demande d'aide financière formulée par les compagnies commerciales. Entretemps, les compagnies européennes de commerce cherchent à maintenir leurs bénéfices en jouant sur les prix. L'État colonial, au contraire, cherche à leur dicter une ligne de conduite par des réglementations et le contrôle des prix. Or, celles-ci guidées par une rationalisation économique le défient en répercutant la baisse des prix sur les producteurs. Certaines réussissent ainsi à garantir leurs profits. Face aux Africains qui s'organisent contre le surprofit des maisons de traite par des *boycotts*, ces dernières se font plus insistantes auprès de l'administration coloniale qui craint une révolte sociale. Pressions et négociations finissent par amener les deux partenaires à s'accorder. Aussi, à travers le programme de relance économique du gouverneur Reste, l'administration, soutenue par les maisons de commerce, développe les productions agricoles, organise les

marchés, met en place des infrastructures économiques. Cette politique qui ambitionne de relancer l'économie est un accord de circonstance qui met en phase ces deux acteurs de l'exploitation économique.

La gestion de cette crise commerciale est révélatrice de deux réalités liées aux centres de décision et aux profits. Premièrement, l'État colonial doit se référer au gouvernement de l'AOF qui reçoit ses instructions de la métropole. Le centre de décision éloigné ne connaît pas *de visu* les réalités économiques de la colonie. C'est également la même matérialité pour les maisons européennes de commerce qui doivent s'en tenir exclusivement aux recommandations des maisons métropolitaines. Deuxièmement, les compagnies de traite, hormis quelques mesures classiques, répercutent la baisse des prix sur les producteurs africains. Toute leur politique est guidée par la nécessité de maintenir ou d'accroître leurs profits.

Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, Côte d'Ivoire.

BIBLIOGRAPHIE

- ANOUMA R. P., 1975, « L'impôt de capitation en Côte d'Ivoire de 1901 à 1908 », *Annales de l'Université d'Abidjan*, série I : 121-139.
- BEKON T. R., 2006, *La chambre de commerce de la Côte d'Ivoire de la colonisation à l'après indépendance : Naissance, apogée et déclin d'une institution 1908-1992*, Thèse de doctorat, Cocody-Abidjan, Université de Cocody.
- BÉNARD J., 1962, « Conflits et choix dans l'élaboration d'une politique économique », *Revue économique*, 13 (5) : 701-735.
- BERSTEIN S. & MILZA P., 1999, *Histoire de la France au XX^e siècle, tome 1, 1900-1930*, Paris, Éditions complexes : 359-364.
- BOBBIE F., 1976, « Finances publiques et conquête coloniales : le coût budgétaire de l'expansion française entre 1850 et 1913 », *Annales, Économie, Société, Civilisation*, 31 (6) : 1225-1244.
- BRAIBANT P., 1976, « L'administration coloniale et le profit commercial en Côte d'Ivoire pendant la crise de 1929 », *Revue Française d'histoire d'Outre-mer*, 63 (232) : 555-574.

- EKANZA S. P., 1983, *Mutations d'une société rurale : les Agni du Moronou*, 2 tomes, Thèse de doctorat d'État, Aix-en-Provence, Université d'Aix-en-Provence.
- 2005, *L'Afrique au temps des blancs (1880-1935)*, Abidjan, Éditions du CÉRAP.
- GBODJE S. A., 2007, « La crise de 1929 et la politique de redressement économique du gouverneur Reste dans les centres urbains de Côte d'Ivoire : le cas de Bouaké (1930-1935) », *Revue ivoirienne d'histoire*, Abidjan, EDUCI, 10 : 74-99.
- IBO J., 1995, « Genèse de l'économie de plantation ivoirienne le cas de Yao Appela », *Cahiers d'Études africaines*, XXXV (2-3), 138-139 : 541-562.
- KIPRÉ P., 1976, « La crise économique dans les centres urbains en Côte d'Ivoire, 1930-1935 », numéro spécial « Histoire africaine : constatations, contestations », *Cahiers d'Études africaines*, XVI (1-2), 61-62 : 119-146.
- 1985, *Villes de Côte d'Ivoire, 1893-1940, Tome I : Fondation des villes coloniales en Côte d'Ivoire*, Abidjan-Dakar-Lomé, NEA.
- 1985, *Villes de Côte d'Ivoire 1893-1940, Tome II : Économie et société urbaine*, Abidjan-Dakar-Lomé, NEA.
- 1987, *Mémorial de la Côte d'Ivoire, volume II : La Côte d'Ivoire coloniale*, Abidjan, Éditions Ami.
- LOUCOU J.-N., 2012, *La Côte d'Ivoire coloniale, 1893-1960*, Abidjan, Éditions FHB-Éditions du CERAP.
- ROBIN R., 1976, « La Grande Dépression vue et vécue par une société d'import-export en AOF : Peyrissac (1924-1939) », *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, LXIII, 232-233 : 544-553.
- SALIN P., 1991, *Libre échange et protectionnisme et qsj 1032*, Paris, PUF.
- SAUVY A., 1984, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, tome 8, Paris, Economica.
- SEKA J.-B., 2016, « Les maisons européennes de commerce en Côte d'Ivoire, 1893-1912. Stratégies de rationalisation économique », in S. DULLIN & B. STULLER (dir.), numéro spécial « Communisme transnational », *monde(s) : histoire espaces relations*, 10 (2) : 187-203.
- SEMI-BI Z., 1975, « La politique coloniale des travaux publics en Côte d'Ivoire (1900-1940) », *Annales de l'Université d'Abidjan*, série I (Histoire), tome 2, 1973-1974 : 89, 325-327.
- SURET-CANALE J., 1964, *Afrique Noire occidentale et centrale, L'ère coloniale (1900-1945)*, Paris, Éditions Sociales.
- TARRADE J., 1996, « Liberté de commerce, individualisme et État. Les conceptions des négociants français au XVIII^e siècle », numéro spécial « Le libéralisme à l'épreuve :

de l'empire aux nations (Adam Smith et l'économie coloniale) », *Cahiers d'économie politique*, 27-28 : 175-191.

ZUNON G. J., 1979, *Les échanges dans la région de Daloa du milieu du XIX^e siècle à 1936*, Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris VII.

RÉSUMÉ

Cet article dévoile des aspects de la gouvernance de la crise commerciale de 1927-1935 en Côte d'Ivoire. Il montre, en particulier, comment les rapports de force entre les principaux pôles de décision: l'administration coloniale et les compagnies européennes de traite, déterminent la politique économique mise en œuvre pour résorber cette crise. Au nom d'une rigueur budgétaire recommandée par la métropole, l'État colonial opte pour une intervention économique limitée. Pressions et négociations finissent par l'amener à accorder ses violons avec les compagnies commerciales. Le programme de relance économique du gouverneur François Dieudonné Reste est une traduction d'un accord de circonstance entre ces deux acteurs de l'exploitation économique de la colonie de Côte d'Ivoire.

Mots-clés: Côte d'Ivoire, administration coloniale, crise économique, intervention économique de l'État, maisons de commerce, relance économique.

ABSTRACT

The Governance of Economic Crises in Côte d'Ivoire: Case Study of the Commercial Crisis of 1927-1935— This article reveals some aspects of the 1927-1935 trading crisis in Côte d'Ivoire. It shows, in particular, how the balance of power between the main decision-making poles, the colonial administration and the European trading companies, establishes the economic policy implemented for reabsorbing the effects of the economic depression. In compliance with the budgetary rigor required by continental France, the colonial State chose to act with limited economic intervention. However, the pressures and negotiations ended up influencing it to harmonize its actions with those of the major trading companies. François Dieudonné Reste, colonial governor, developed a proposal for re-boosting the economy which stands as evidence of the circumstantial nature of the agreement between these two protagonists in the economic exploitation of the colony of Côte d'Ivoire.

Keywords: Ivory Coast, colonial administration, commercial firms, economic depression, economic intervention of the State, economic recovery.